

Il n'y a pas d'alternative convaincante aux accords bilatéraux III

Les opposants aux Bilatérales III s'agitent, alors qu'ils n'ont pas de plan B.

Le [commentaire de Fabian Schäfer](#) dans la NZZ du 18 septembre 2024 résume bien la situation. Les personnes qui critiquent les négociations en cours avec l'UE n'ont pas de plan B convaincant. Le débat de politique intérieure est actuellement dominé par ceux qui émettent des réserves, de l'extrême gauche avec les syndicats à l'extrême droite avec l'UDC. On ne saurait toutefois se passer des personnalités d'autres partis, c'est une nécessité politique pour générer le plus de clics possible sur les réseaux sociaux. L'influence est certes politiquement sexy, mais elle ne résout aucun problème.

Le fait que les négociations ne soient pas encore achevées ne semble déranger personne. Dans ce débat où les doutes et les exigences fusent, certaines contradictions n'auront pas échappé à l'observateur attentif.

Tournons-nous vers la gauche: au vu des demandes formulées par les syndicats, il apparaît qu'ils confondent manifestement le partenariat social avec la manne étatiste. Mais il y a pire: c'est pour eux que la poursuite des Bilatérales est la plus intéressante. En effet, les modèles alternatifs que sont l'adhésion à l'EEE ou à l'UE ne connaissent pas les mesures d'accompagnement actuelles. Faire cavalier seul serait une option encore plus désavantageuse sous cet angle, car les mesures d'accompagnement ont justement leur ancrage de politique intérieure dans l'accord bilatéral sur la libre circulation des personnes avec l'UE et que celui-ci disparaîtrait.

À droite, on est frappé par le silence qui règne face au «Brexit», jadis si bruyamment salué. L'UE n'a pas coulé. L'économie britannique, pour sa part, a subi des dégâts considérables. Les taux de croissance de la deuxième plus grande économie d'Europe se sont effondrés, tandis que l'immigration reste très élevée. De plus, le récent résultat des Tories aux élections n'incite pas vraiment à tenter l'aventure dans le domaine de la politique européenne, même en Suisse.

Pour en revenir à la realpolitik, le scénario principal est que les négociations sur les Bilatérales III s'achèveront dans les trois à six prochains mois. À quoi viendront s'ajouter des mesures d'accompagnement de politique intérieure. Ensuite, on pourra comparer le paquet des Bilatérales III aux alternatives en matière de politique européenne. Au-delà de ce paquet, il n'existe, à l'heure actuelle, que trois alternatives: le libre-échange pur, l'adhésion à l'EEE et

l'adhésion à l'UE. Comme l'écrit très justement Fabian Schäfer: ces options sont moins bonnes. Les inconvénients d'une solution de libre-échange pur et dur, dont on parle beaucoup actuellement, sont considérables.

Il est également vrai qu'un échec des négociations mettrait fin à la voie bilatérale, avec des conséquences terribles pour l'économie. L'exemple du secteur des technologies médicales, qui est exclu du marché intérieur de l'UE depuis 2021, illustre bien la situation. Dans l'éventualité où cet accord n'était pas actualisé en lien avec les Bilatérales III, jusqu'à 60% des entreprises exportatrices suisses ne pourraient plus participer au marché intérieur de l'UE.

Les personnes qui émettent des réserves ne voudront peut-être pas l'admettre, mais l'UE est de loin notre principal partenaire commercial et nous avons besoin d'une relation stable avec elle pour préserver notre prospérité.